

VIAVOICE

MIEUX COMPRENDRE L'OPINION POUR AGIR

KLÉSIA
PROTECTION ET INNOVATION SOCIALES

OBSERVATOIRE DE L'INTÉRÊT GÉNÉRAL

MARS 2016

Contacts :

AV

Arnaud ZEGIERMAN
Directeur associé
az@institut-viavoice.com

Jean-Philippe MOINET
Directeur conseil
jpm@institut-viavoice.com

Laurent SEMMEL
Consultant
ls@institut-viavoice.com

Céline JOUSSET
Chargée d'études
cj@institut-viavoice.com

Tel : +33(0)1 40 54 13 71

www.institut-viavoice.com



Sommaire

	Pages
Note technique	3
I. Perceptions globales	4
II. Freins et leviers pour contribuer à l'intérêt général	11
III. Les priorités concernant les actions d'intérêt général	18
IV. Les acteurs, le domaine de la solidarité sociale et le numérique	26



Note technique

Etude réalisée par l'institut Viavoice pour Klésia

Interviews réalisées en ligne du 5 au 10 février 2016 auprès d'un échantillon de 2 000 personnes, représentatif de la population française.

Représentativité assurée par la méthode des quotas appliquée aux critères suivants : sexe, âge, activité professionnelle et région.



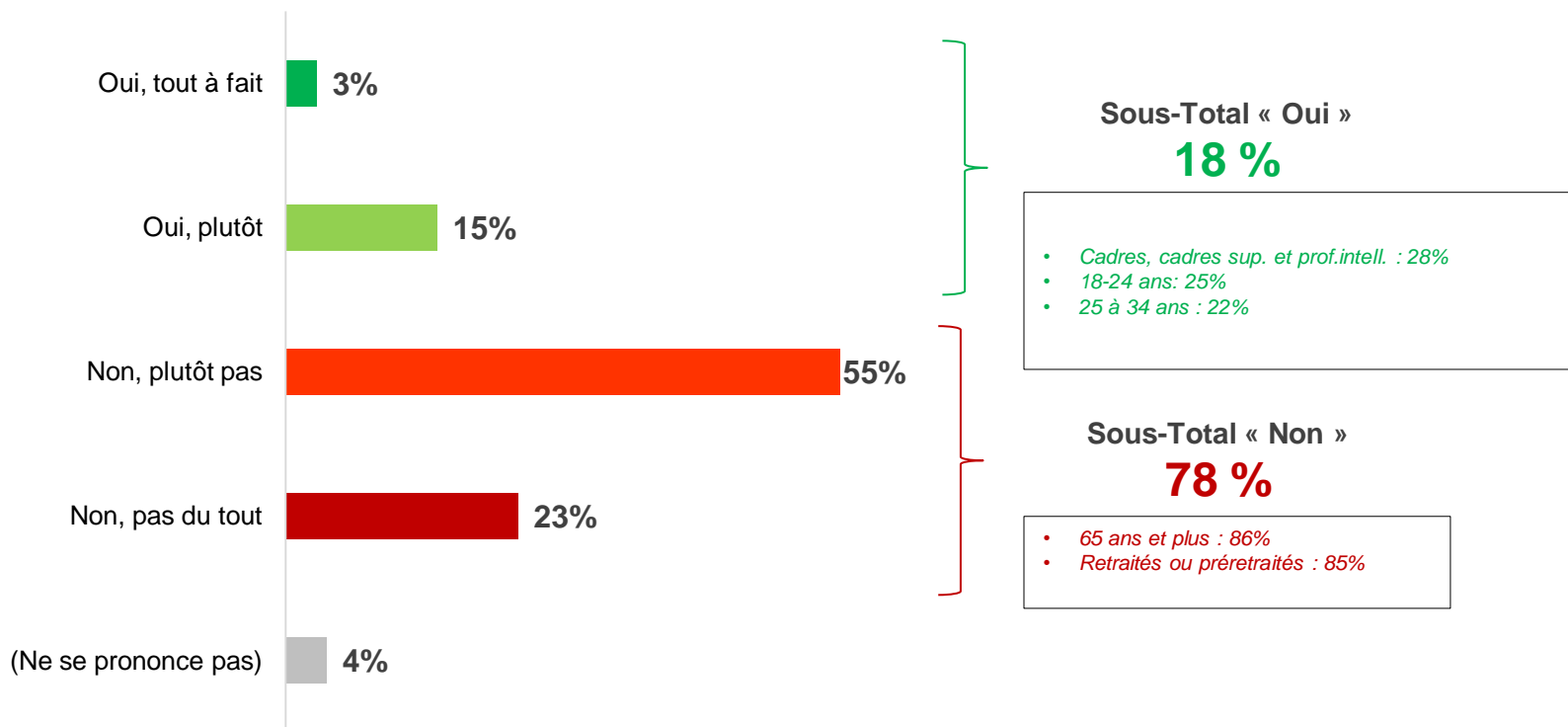
I. PERCEPTIONS GLOBALES



1. La prise en compte de l'intérêt général dans la société

Pensez-vous que l'intérêt général est suffisamment pris en compte dans la société actuelle?

Base : Ensemble de l'échantillon (2000 personnes)

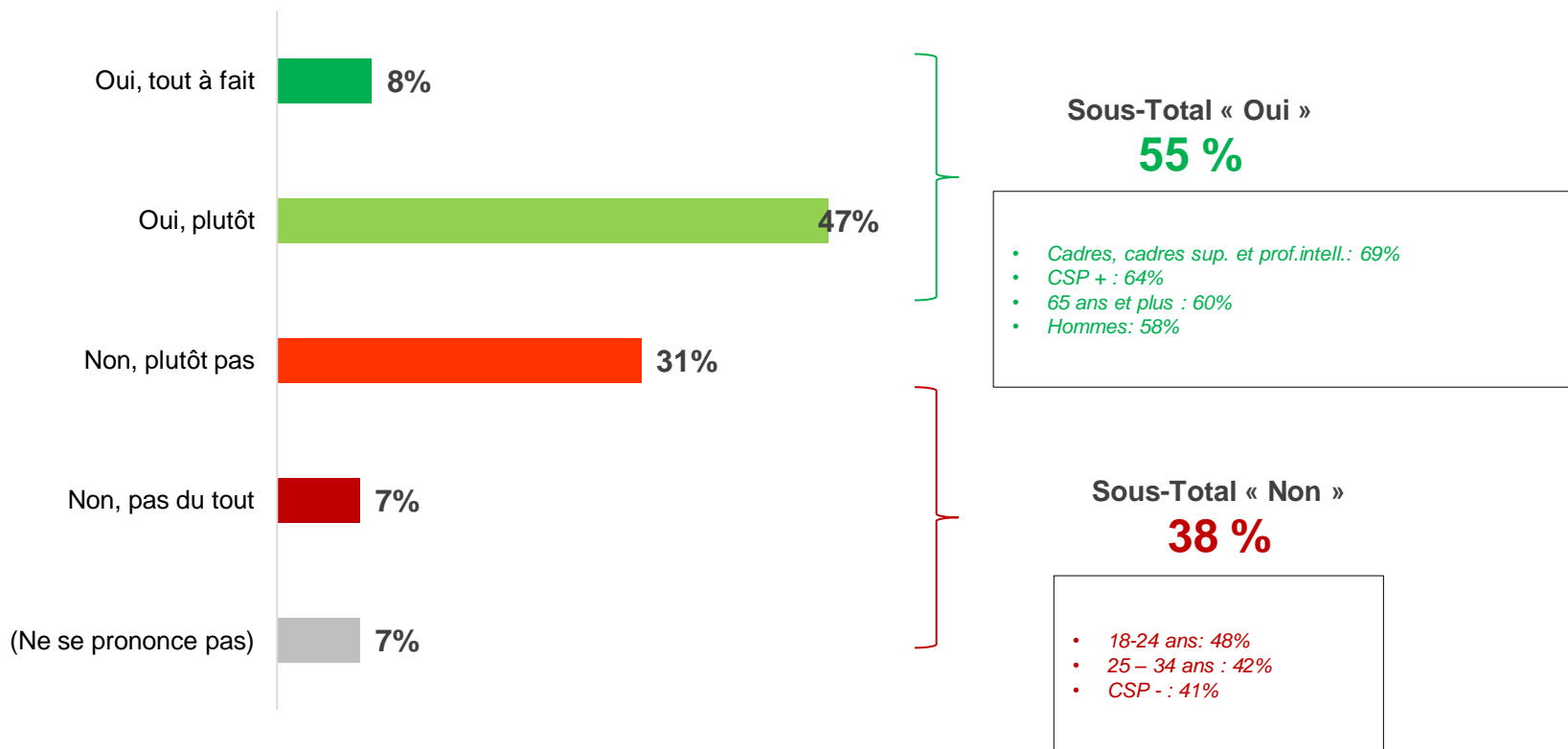




2. Le sentiment de servir l'intérêt général

A titre personnel, avez-vous le sentiment de servir, d'une manière ou d'une autre, l'intérêt général dans votre vie quotidienne?

Base : Ensemble de l'échantillon (2000 personnes)





3. Les manières de servir l'intérêt général

De quelle manière avez-vous le sentiment de servir l'intérêt général dans votre vie quotidienne ? *

Base : ceux qui ont le sentiment de servir l'intérêt général dans leur vie quotidienne – 1097 répondants
(*Question ouverte, réponses spontanées, total supérieur à 100%)

Ne se prononce pas : 17 %

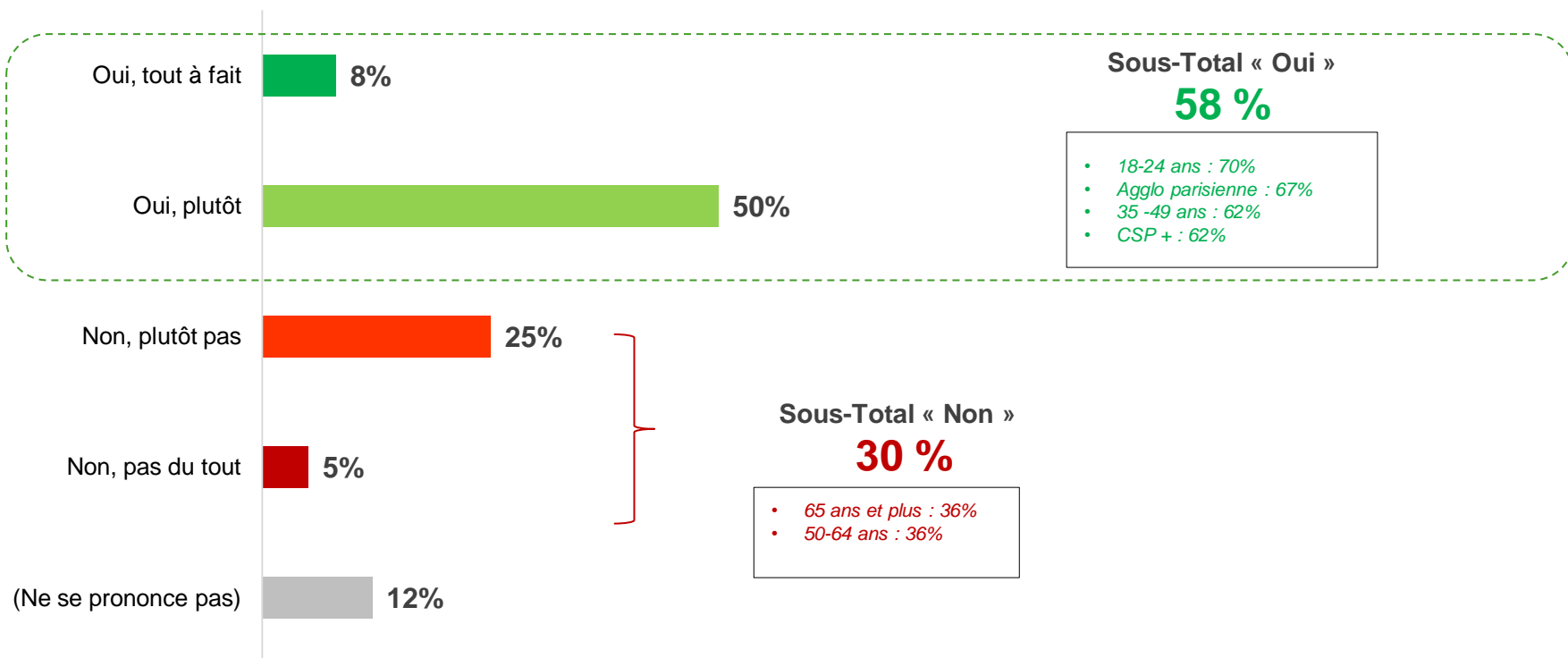
23 %	Par l'engagement associatif et le bénévolat « Je suis actif dans plusieurs associations. »
18 %	Par un comportement responsable et respectueux de l'environnement « Je fais le tri sélectif et je fais attention à ma consommation d'eau. »
17 %	Par mon travail, je suis au service de l'intérêt général (démarches RSE, fonction publique ...) « En tant qu'agriculteur, je produis de la nourriture pour les gens. » « Je travaille dans la fonction publique. »
17 %	Par ma disponibilité et ma courtoisie avec les autres « Tout simplement en étant humaine, souriante, le plus agréable possible pour que les gens aient eux aussi le sourire. »
16 %	Par défaut : je paye mes impôts et participe à l'effort collectif en travaillant « Par mes impôts et ma position de consommateur. »
4 %	Par mon engagement politique et syndical « Je milite syndicalement et politiquement pour aider les retraités en situation précaire. »
4 %	Par civisme et le respect de la loi « Je respecte les lois et les règlements en vigueur. »
4 %	Par ma participation aux activités proches et locales « Je participe aux évènements de ma ville. »
3 %	Par le fait de voter « Je vote. »
2 %	Par la conscience de la valeur des acquis sociaux « Je fais attention à mes dépenses de santé. »
1 %	Par le don de sang
1 %	Par l'éducation de mes enfants
1 %	Par la consommation de produits « made in France »



4. Le souhait d'implication pour des actions liées à l'intérêt général

Souhaiteriez-vous être davantage impliqué sur des actions susceptibles d'être utiles pour l'intérêt général ?

Base : Ensemble de l'échantillon (2000 personnes)





5. Les modes d'implications pour des actions liées à l'intérêt général

De quelle manière souhaiteriez-vous davantage être impliqué dans des actions susceptibles d'être utiles pour l'intérêt général? *

*Base : ceux qui souhaitent être davantage impliqué dans des actions susceptibles d'être utiles pour l'intérêt général – 1147 répondants
(*Question ouverte, réponses spontanées, total supérieur à 100%)*

Ne se prononce pas : 27 %

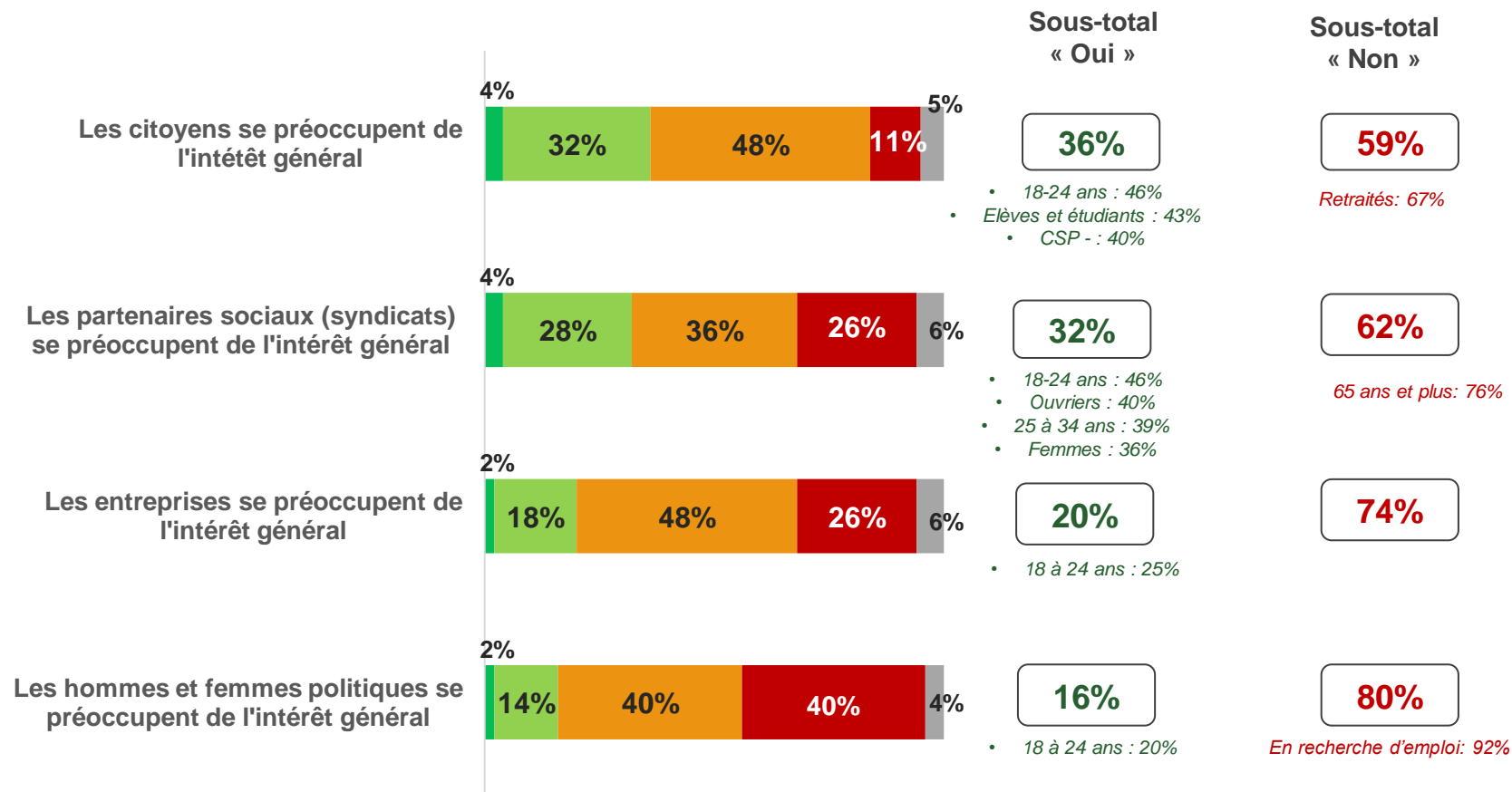
23 %	S'engager et soutenir des associations (bénévolat, volontariat, missions humanitaires...)
20%	S'engager politiquement et participer davantage en tant que citoyen aux enjeux politiques et démocratiques
11 %	Volonté d'agir, aider, se sentir utile pour la société afin de recréer du lien social
7 %	Volonté de s'engager au niveau local (voisinage, quartier, commune, région)
6%	Agir en faveur, de l'éducation et de l'information des populations
5 %	Exercer un métier au service de l'intérêt général
4 %	Agir en faveur du développement durable, environnement, consommation responsable etc.
4 %	Orienter ses actions en faveur des populations fragilisées et isolées (seniors, démunis etc.)
2 %	Orienter ses actions en faveur de l'enfance et de la jeunesse
1 %	Défendre les valeurs de solidarité citoyenne et de justice sociale
1 %	Pouvoir exercer son service militaire, être sollicité en qualité de réserviste et contribuer à la protection civile



6. L'implication de différents acteurs en faveur de l'intérêt général

Avez-vous le sentiment qu'en France...?

Base : Ensemble de l'échantillon (2000 personnes)



■ Oui, tout à fait ■ Oui, plutôt ■ Non, plutôt pas ■ Non, pas du tout ■ Ne se prononce pas



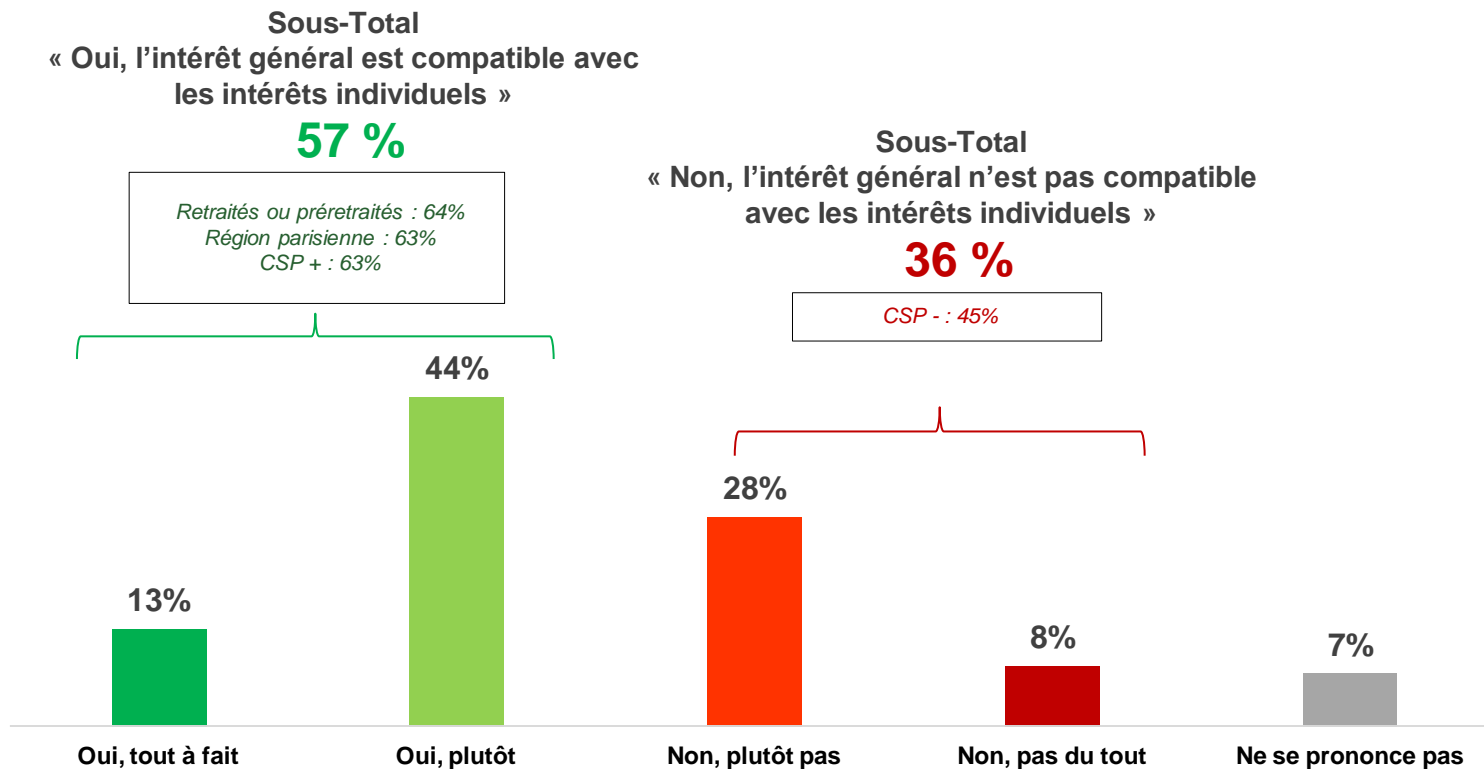
II. FREINS ET LEVIERS POUR CONTRIBUER À L'INTÉRÊT GÉNÉRAL



1. La question de la compatibilité entre intérêt général et intérêts individuels

Avez-vous le sentiment que l'intérêt général est compatible avec les intérêts individuels ?

Base : Ensemble de l'échantillon (2000 personnes)

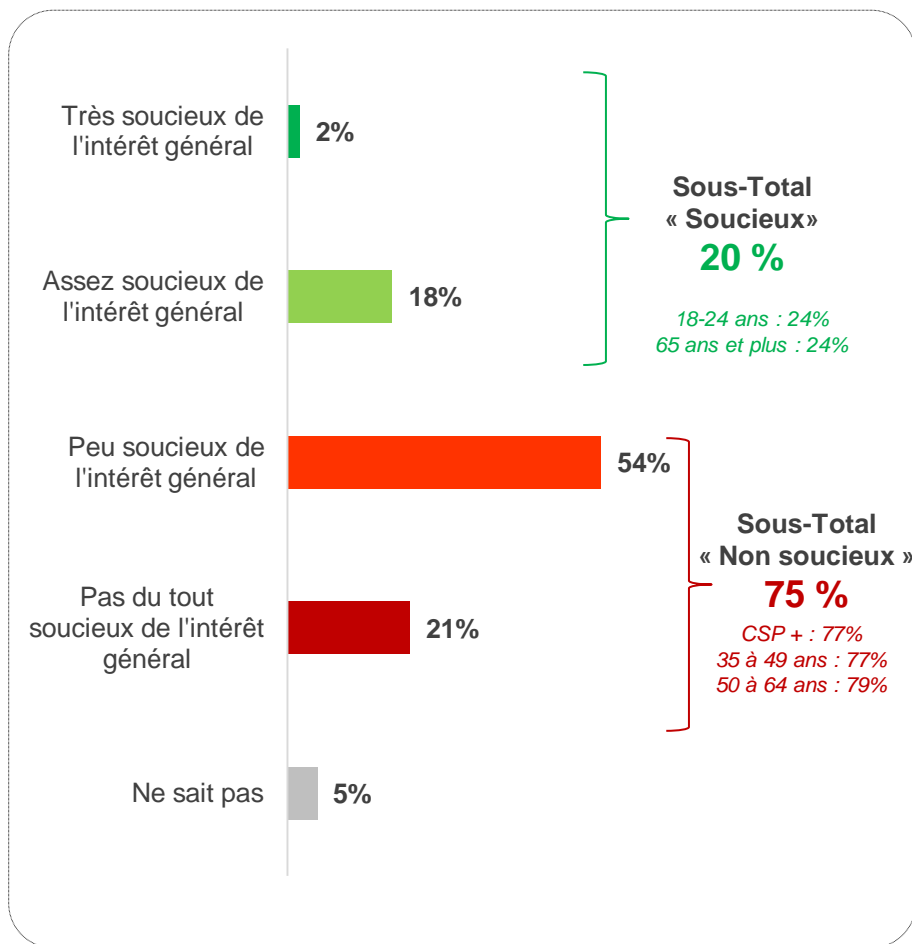




3. Les dirigeants d'entreprises et l'intérêt général

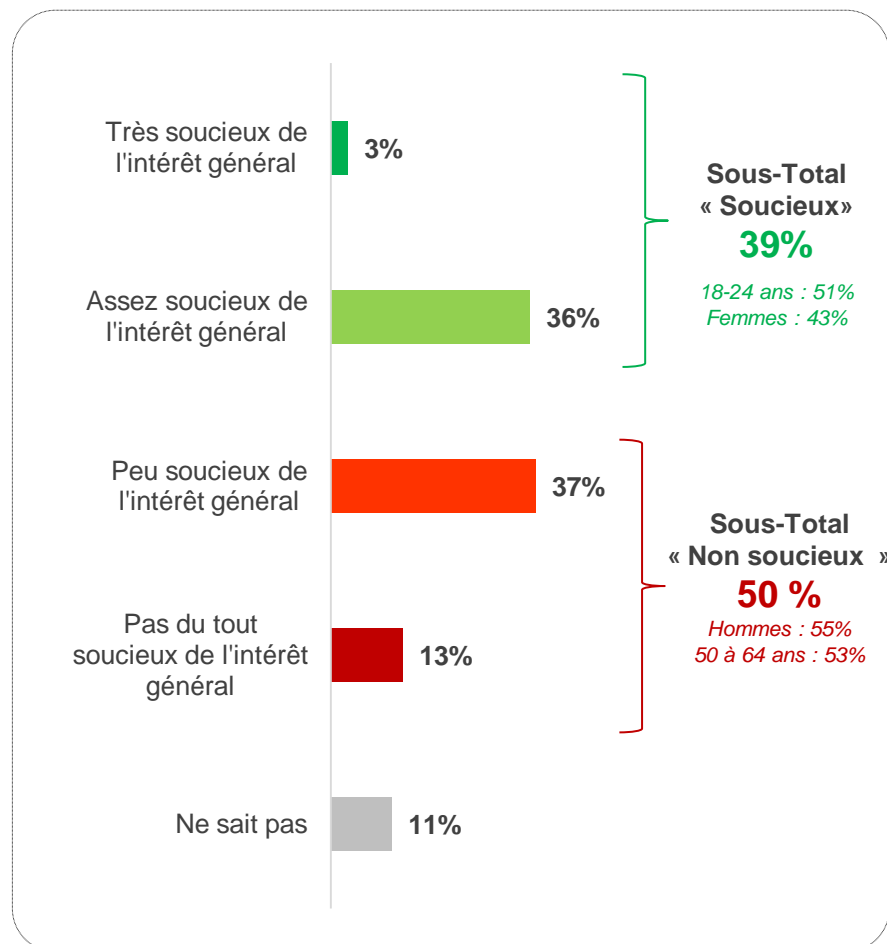
Avez-vous le sentiment que les dirigeants d'entreprises sont en France...?

Base : Ensemble de l'échantillon (2000 personnes)



Et avez-vous le sentiment que les dirigeants d'entreprises de la plus jeune génération (25-35 ans) sont en France...?

Base : Ensemble de l'échantillon (2000 personnes)

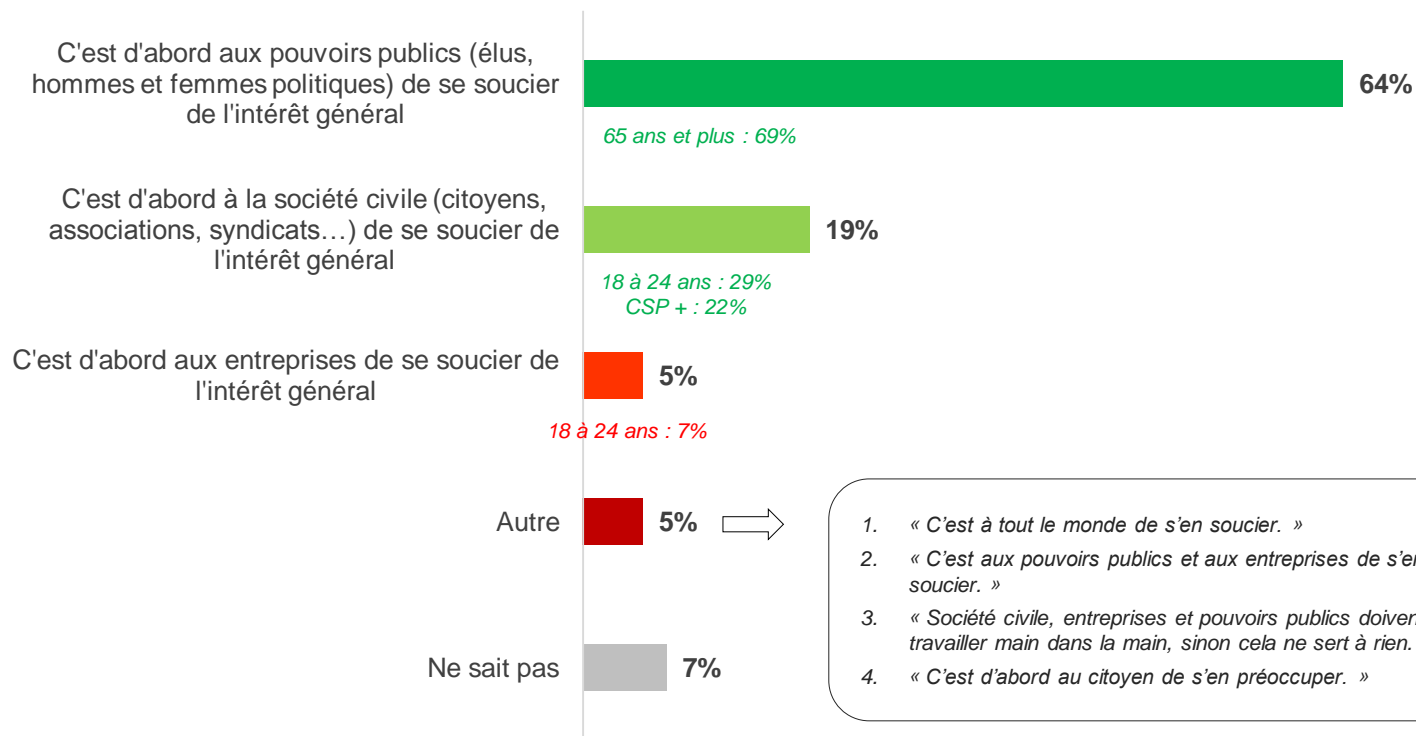




4. Les acteurs jugés prioritaires

Avec laquelle de ces affirmations vous sentez-vous le plus en accord personnellement ?

Base : Ensemble de l'échantillon (2000 personnes)





III. LES PRIORITÉS CONCERNANT LES ACTIONS D'INTÉRÊT GÉNÉRAL



1. Perceptions spontanées sur les domaines jugés prioritaires

Dans quels domaines vous semble-t-il prioritaire, aujourd'hui en France, de renforcer les actions d'intérêt général? *

(Base : ceux qui pensent que l'intérêt général n'est pas compatible avec les intérêts individuels soit 2000 personnes)

(*Question ouverte, réponses spontanées, total supérieur à 100%)

Ne se prononce pas : 27 %

25%	Lutter contre le chômage et favoriser l'accès à l'emploi « Créer des emplois pour les jeunes et pour les gens de plus de cinquante ans », « Dans le soutien et la recherche de création d'emplois pour le plus grand nombre »
25%	Développer la solidarité, la justice sociale et le civisme « Insister sur les notions de respect, de civilité et d'apports collectifs », « respect de l'autre, lutte contre les injustices sociales », « la solidarité envers les plus démunis, le partage des richesses », « Combattre pour l'égalité dans le travail entre hommes et femmes »
16%	Favoriser l'éducation et la culture « la priorité c'est l'école, l'avenir d'un pays c'est l'instruction de ses administrés », « soutenir l'éducation, par une plus grande implication des entreprises (stage, alternance, apprentissage, etc ...) et la culture (mécénat et mise à portée de tous des oeuvres des artistes) »
11%	Développer la protection de l'environnement « S'orienter vers de véritables choix de qualité de vie vers des énergies renouvelables », « Développer l'écologie et un mode de production et de consommation sain et raisonné »
10%	Revoir les interventions du secteur public et de l'administration en faveur de l'intérêt général « Surtout dans les campagnes, là où il n'y a plus ou presque plus de service public » « Développer les infrastructures et en particulier le train plus accessibles à tous. »,
9%	Favoriser le développement économique « Domaine du développement économique », « redonner une capacité industrielle à la France », « Diminuer les charges des PME-PMI », « protection des artisans et des agriculteurs »
9%	Mettre l'accent sur la sécurité des populations « Il faut renforcer un état sécuritaire et juste. » « Plus de policiers, et de tribunaux indépendants du pouvoir. Il n'est pas normal d'avoir des zones de non droit. »
8%	Veiller à ce que l'État et les politiques servent l'intérêt général « Faire des économies au niveau de l'Etat et des collectivités pour diminuer la dette... Ce que ne font pas les hommes politiques ! »
8%	Prioriser les besoins en matière de santé « Développer le domaine de la santé (hôpitaux et services d'urgence) », « Les actions d'intérêt général doivent être développées dans le domaine de la santé. »
5%	Optimiser le pouvoir d'achat « Augmenter le pouvoir d'achat de la classe moyenne et réduire les subventions aux entreprises »
3%	Faciliter l'accès au logement « Accès à un logement décent pour tous », « Combattre le mal-logement », « Fournir un logement décent à toute personne qui travaille », « meilleure répartition des logements »
2%	Revoir la fiscalité en faveur d'une imposition plus juste « Fiscalité plus juste », « revoir la fiscalité : j'ai entendu dire que je paie mes impôts avant de nourrir ma famille », « dégager les entreprises d'une fiscalité étouffante »
5%	Autres (régulation de l'immigration, soutenir les associations, défense des valeurs de la France)

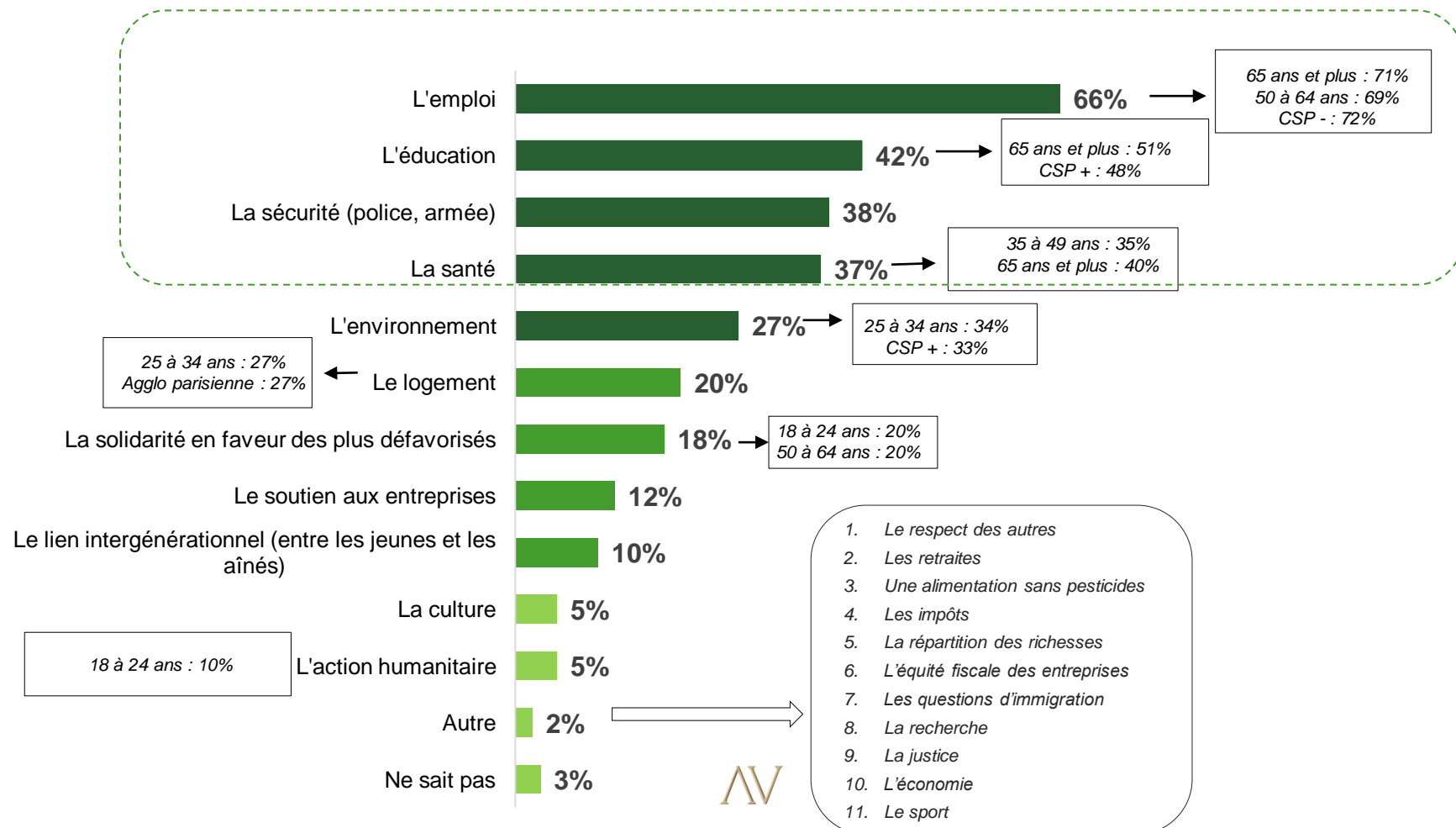


2. Perceptions des domaines d'actions prioritaires

Parmi les domaines d'action suivants, citez les trois actions d'intérêt général qui vous semblent prioritaires, aujourd'hui en France ?

Base : Ensemble de l'échantillon (2000 personnes)

* Trois réponses possibles, total supérieur à 100 %



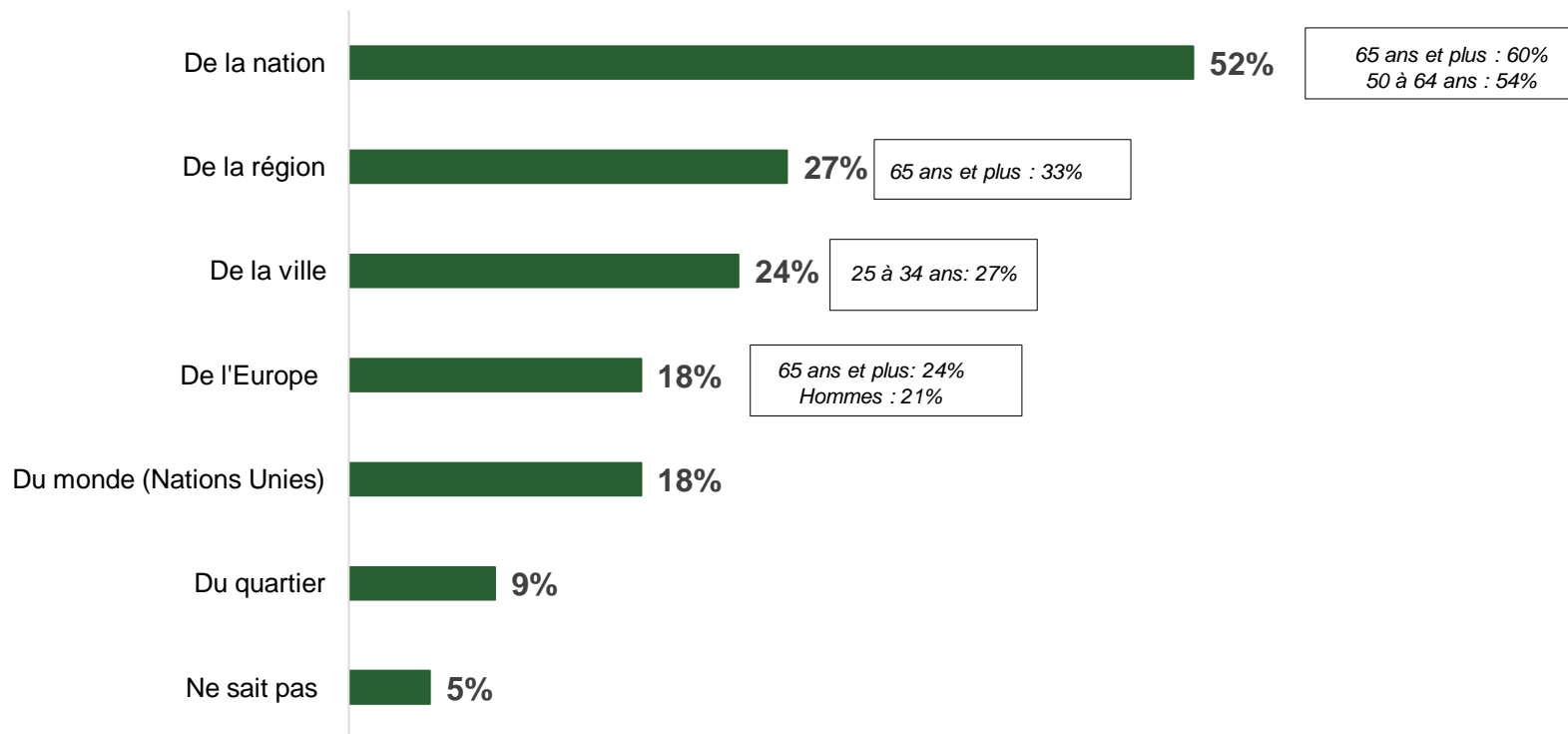


3. Le niveau de proximité adapté pour des actions d'intérêt général

Selon vous, les actions d'intérêt général doivent être avant tout menées à l'échelle...?

Base : Ensemble de l'échantillon (2000 personnes)

Deux réponses possibles, total supérieur à 100%

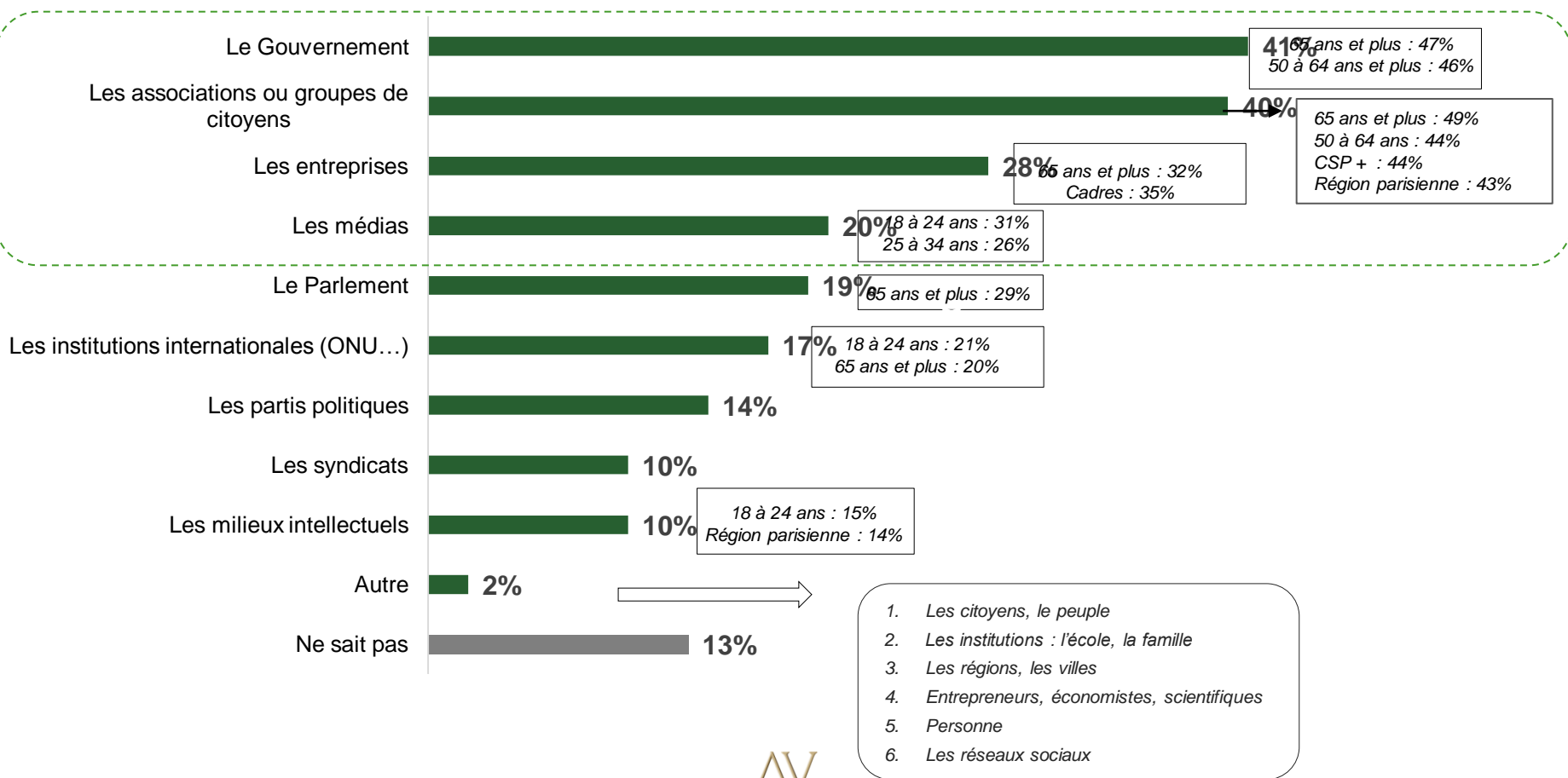




5. Palmarès des acteurs jugés légitimes

Face au développement du numérique et de l'économie collaborative, quels sont les acteurs les plus légitimes pour définir les nouvelles formes de l'intérêt général...?

Base : Ensemble de l'échantillon (2000 personnes)
Trois réponses possibles, total supérieur à 100%



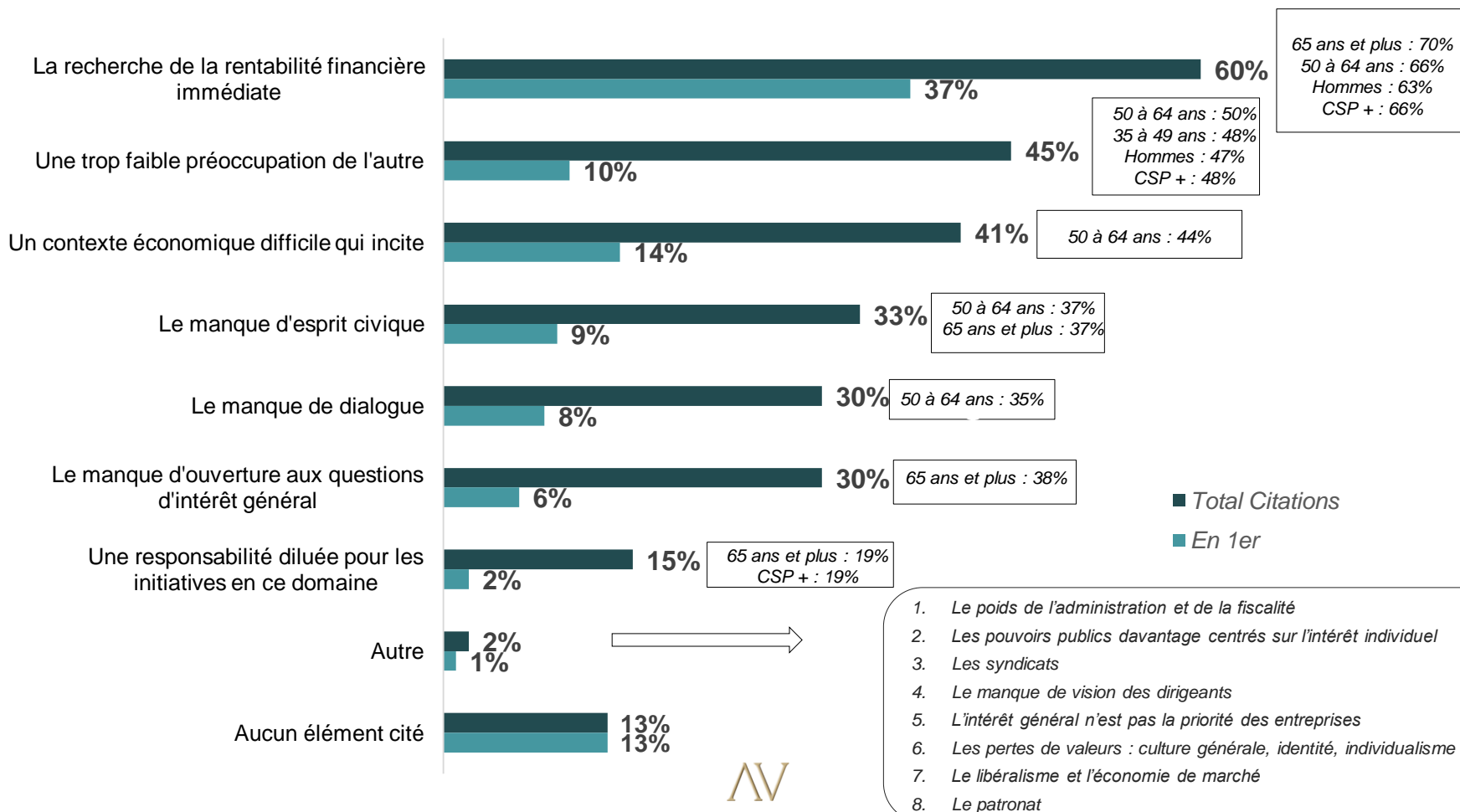


6. Les freins au développement d'actions d'intérêt général en entreprise

Dans le monde de l'entreprise, pourriez-vous préciser les 3 éléments parmi les suivants qui, selon vous, freinent la réflexion et le développement d'actions en faveur de l'intérêt général?

Base : Ensemble de l'échantillon (2000 personnes)

Trois réponses possibles, total supérieur à 100%





Les concepteurs et analystes de l'Observatoire de l'intérêt général



Arnaud ZEGIERMAN

Sociologue

Directeur associé de l'institut Viavoice.

➤ **EXPÉRIENCES PROFESSIONNELLES :**

- 15 ans d'expérience dans les études
- Co-fondateur de l'institut Viavoice
- Enseignant à l'Université de Paris V - René Descartes

➤ **PRÉCÉDEMENT :**

- Directeur d'études au sein de LH2-Louis Harris
- Responsable du pôle d'études sur la communication institutionnelle et sur la communication interne chez Occurrence
- Chargé d'études au département d'opinion Publique de l'IFOP

➤ **ENSEIGNEMENT :**

- Chargé de cours de méthodologie d'études (qualitatives et quantitatives) à Reims Management School (2008-2011)
- Chargé de cours sur les sondages, les méthodologies d'études et les analyses sociologiques à l'Université de Paris V (René Descartes) depuis 2011

➤ **FORMATION :**

- DEA de sociologie de la communication (Paris V Sorbonne)



Jean-Philippe MOINET

Ancien journaliste, fondateur de la Revue Civique

Directeur conseil de l'institut Viavoice

➤ **EXPÉRIENCES PROFESSIONNELLES :**

- 25 ans d'expériences (médias, institutions, édition, université)
- Auteur de livres, tribunes, chroniques
- Directeur conseil de Viavoice pour les études et les débats (animation, conception)

➤ **PRÉCÉDEMENT :**

- Grand reporter au Figaro (sous la direction de F-O Giesbert)
- Chargé d'émissions à La Chaîne Parlementaire
- Secrétaire général du Haut Conseil à l'intégration
- Fondateur d'un Master « Information-Communication » (Institut catholique de Paris)
- Fondateur de la Revue Civique (www.revuecivique.eu)

➤ **ENSEIGNEMENT :**

- Chargé de cours sur les métiers de l'information (médias) et de la communication (entreprises, institutions, ONG) à la Faculté des Sciences Sociales et Economiques (FASSE) de l'Institut catholique de Paris

➤ **FORMATION :**

- Diplôme de Sciences Po Paris (section politique économique et sociale), Maîtrise de Droit Public à Paris I (Panthéon-Sorbonne)

*« La réalité ne pardonne pas qu'on la méprise. »
Joris-Karl Huysmans*



INSTITUT VIAVOICE

Études et conseil en opinions

9 rue Huysmans

75006 Paris

Standard : 01 40 54 13 71

Viavoice est une SAS indépendante